**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE
VILLE DE LORRAINE TENUE LE 9 AOÛT 2016 À LA MAIRIE (DOMAINE GARTH),
VILLE DE LORRAINE.**

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Siège no 2 - M^{me} Kathleen Otis, conseillère
Siège no 5 - M^{me} Martine Guilbault, conseillère
Siège no 6 - M. Jean Gagnon, conseiller

ÉTAIENT ABSENTS :

Siège no 1 - M. Jean Comtois, conseiller
Siège no 3 - M^{me} Isabelle Lacasse, conseillère
Siège no 4 - M^{me} Chantal Lehoux, conseillère

ÉTAIT ÉGALEMENT PRÉSENTE:

Me Sylvie Trahan, greffière

Formant quorum de ce conseil sous la présidence de madame la mairesse, Lynn Dionne.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Madame la mairesse souhaite la bienvenue aux personnes présentes et déclare la séance ouverte, il est 19 h 02.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2016-08-156 Adoption de l'ordre du jour

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Kathleen Otis
APPUYÉ par la conseillère : Martine Guilbault
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE l'ordre du jour soit adopté tel que déposé.

3. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA DERNIÈRE SÉANCE

2016-08-157 Approbation du procès-verbal de la séance du 12 juillet 2016

ATTENDU QUE conformément au 1^{er} paragraphe de l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*, le procès-verbal de la séance du 12 juillet 2016 a été dressé et transcrit dans le livre de la ville par la greffière;

ATTENDU QUE ce procès-verbal doit être approuvé à la séance suivante;

ATTENDU QU'une copie du procès-verbal de la séance du 12 juillet 2016 a été transmise à chacun des membres du conseil de la Ville de Lorraine au plus tard la veille de la présente séance, la greffière étant alors dispensée d'en faire lecture conformément au paragraphe 2 de l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par le conseiller : Jean Gagnon
APPUYÉ par la conseillère : Martine Guilbault
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le procès-verbal de la séance du 12 juillet 2016 soit adopté tel que présenté.

4. PRÉSENTATION DES COMPTES

4.1

2016-08-158 **Approbation des comptes payés et à payer du mois de juillet 2016**

ATTENDU QUE conformément à l'article 3.1 du *Règlement n° 217* et ses amendements *déleguant aux fonctionnaires ou employés de la municipalité le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats au nom de la municipalité*, la trésorière a déposé aux membres du conseil de la Ville de Lorraine la liste des chèques émis ou des comptes payés en date du 9 août 2016;

ATTENDU QUE la trésorière a également déposé aux membres du conseil de Ville de Lorraine la liste des comptes qui restent à payer pour le mois de juillet 2016;

M. Jean Gagnon, vice-président de la Commission des finances, informe les membres du conseil que M. Jean Comtois, président de la commission de finances, M^{me} Martine Guilbault, membre substitut, et lui-même ont procédé à l'examen de ces comptes et que le tout a été trouvé conforme;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par le conseiller : Jean Gagnon

APPUYÉ par la conseillère : Martine Guilbault

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

DE PRENDRE ACTE du dépôt de la liste des chèques émis et des comptes payés en date du 9 août 2016 totalisant la somme de 281 297,97\$ dont copie est jointe à la présente pour en faire partie intégrante;

D'APPROUVER la liste des comptes qui restent à payer pour la période du 13 juillet au 9 août 2016, pour un montant de 1 483 511,85\$ dont copie est jointe à la présente pour en faire partie intégrante;

QUE la trésorerie soit autorisée à émettre les chèques en paiement des comptes qui restent à payer et ce, en imputant les sommes nécessaires à même les codes budgétaires appropriés.

L'assistant-trésorière par intérim atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-59.

5. COMITÉ ET COMMISSIONS

6. DÉPÔT DES AVIS DE MOTION ET DES PROJETS DE RÈGLEMENTS

6.1

2016-08-159 **AVIS DE MOTION – Règlement 239-3 modifiant le règlement 239-2 décrétant un code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de Ville de Lorraine, ainsi que le règlement 239-1 décrétant un code d'éthique et de déontologie des employés municipaux de Ville de Lorraine afin d'introduire des dispositions concernant le financement politique**

Avis de motion est, par la présente, donné par Kathleen Otis, conseillère, à l'effet que, lors d'une prochaine séance du conseil, l'adoption du règlement 239-3 modifiant le règlement 239-2 décrétant un code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de Ville de Lorraine, ainsi que le règlement 239-1 décrétant un code d'éthique et de déontologie des employés municipaux de Ville de Lorraine afin d'introduire des dispositions concernant le financement politique, sera proposée.

7. **ADOPTION DES RÈGLEMENTS**

8. **RÉSOLUTIONS**

8.1 Direction des finances et trésorerie

2016-08-160 AUTORISATION SIGNATURE – Projet pilote « Un chat dans ma cour »

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 4 de la Loi sur les compétences municipales, la Ville a compétence en matière de nuisance et qu'il est dans l'intérêt de ses citoyens de choisir les meilleures méthodes de contrôle des chats errants qui constituent une nuisance à plusieurs égards;

CONSIDÉRANT que l'organisme à but non lucratif, connu sous le nom de « Un chat dans ma cour », a été constitué en date du 18 novembre 2015;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de sa charte, l'organisme a notamment pour mission de mettre en œuvre un programme de capture, de stérilisation, de retour au lieu de capture et de maintien des colonies de chats communautaires (chats errants);

CONSIDÉRANT que la mission de l'organisme s'inscrit dans le cadre de la prévention des nuisances qui peuvent être occasionnées par la surpopulation de chats errants sur le territoire de la ville ;

CONSIDÉRANT que les parties désirent conclure une entente établissant les différents paramètres relatifs à la mise en application, sur le territoire de la Ville, du programme pilote de capture, stérilisation, de retour au lieu de capture et de maintien des colonies de chats communautaires (CSRM) ;

CONSIDÉRANT que les fonctions et actions de l'organisme s'inscrivent en complément de celles du contrôle animalier qui est sous la juridiction de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées par le directeur général;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Kathleen Otis

APPUYÉ par le conseiller : Jean Gagnon

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule fasse partie des présentes comme si récité au long;

D'APPROUVER l'entente relative à la mise en œuvre d'un programme de capture, stérilisation, de retour au lieu de capture et de maintien des colonies de chats communautaires (CSRM);

D'AUTORISER la mairesse ou le maire suppléant, ainsi que la greffière ou l'assistante greffière à procéder à la signature, pour et au nom de la ville, de l'entente intervenue entre les parties et dont copie est jointe à la présente comme si récité au long;

D'AUTORISER la trésorerie à verser à l'organisme « Un chat dans ma cour » la contribution au montant de 4 000 \$, telle que définie à l'entente, et à imputer cette somme à même les disponibilités budgétaires du poste numéro 02-199-00-999;

L'assistante trésorière par intérim atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-55.

2016-08-161 PERMANENCE – Mme Manon Tremblay, directrice du Service des finances et trésorière

ATTENDU qu'il y a lieu de confirmer la permanence de Madame Manon Tremblay, à son poste de directrice du Service des finances et trésorière;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées à cet égard par le directeur général ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Kathleen Otis
APPUYÉ par la conseillère : Martine Guilbault
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule fasse partie des présentes comme si récité au long;

D'ACCORDER le statut d'employée permanente à Madame Manon Tremblay à l'emploi de la Ville de Lorraine à titre de directrice du Service des finances et trésorière et ce, effectif le 17 septembre 2016 et selon les conditions d'emploi de cette dernière en vigueur à cette même date;

D'AUTORISER la trésorerie à procéder au paiement de la rémunération à être versée à Mme Manon Tremblay et à imputer les sommes nécessaires à même le code budgétaire numéro 02-130-00-111;

L'assistant-trésorière par intérim atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-58.

8.4 Direction du développement durable

2016-08-162

ADJUDICATION DE CONTRAT AU PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE – Construction d'un trottoir sur le boulevard De Gaulle – Débarcadère de l'école Le Tournesol

ATTENDU QUE le 8 juillet 2016, la Ville de Lorraine procédait à un appel d'offres sur invitation pour la construction d'un trottoir sur le boulevard De Gaulle (débarcadère de l'école Le Tournesol);

ATTENDU QUE deux (2) compagnies ont déposé leur soumission à la date et l'heure maximales prévues pour le dépôt des soumissions;

Soumissionnaire	Prix soumissionné (taxes incluses)
Les Asphaltes J. Dumont inc.	34 768,44 \$
Pavage Dion inc.	39 781,03 \$

ATTENDU QUE suite à l'étude et l'analyse de ces soumissions par l'adjoint au directeur du Service du développement durable, celles-ci ont été jugées conformes aux conditions de soumission;

ATTENDU QUE la soumission déposée par **Les Asphaltes J. Dumont inc.** est la plus basse soumission conforme reçue;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées par l'adjoint au directeur du Service du développement durable et le directeur général;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Martine Guilbault
APPUYÉ par le conseiller: Jean Gagnon
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

D'ADJUGER le contrat relatif à la construction d'un trottoir sur le boulevard De Gaulle, au plus bas soumissionnaire conforme, soit **Les Asphaltes J. Dumont inc.**, pour la somme de 34 768,44 \$ taxes incluses ;

QUE le contenu du cahier des charges, de la soumission et des documents afférents constitue le contrat entre la ville et **Les Asphaltes J. Dumont inc.**;

QUE sur réception de la présente résolution, le contrat devient complet sans autre formalité ou avis;

D'AUTORISER la trésorerie à effectuer le paiement des travaux sur présentation des pièces justificatives jusqu'à concurrence d'une somme de 34 768,44 \$ taxes incluses ;

D'AUTORISER la trésorerie à effectuer le paiement des travaux sur présentation des pièces justificatives jusqu'à concurrence d'une somme de 34 768,44 \$ taxes incluses et à imputer les sommes nécessaires à même le surplus affecté (code budgétaire numéro 22-300-05-701).

L'assistant-trésorière par intérim atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-61.

2016-08-163

AUTORISATION SIGNATURE – Demande d'autorisation (ministères) et de certificat – Aménagement d'un quai et d'une aire de pique-nique sur le bord de la rivière des Mille îles

ATTENDU QU'il y a lieu de soumettre une demande d'autorisation et de certificat d'autorisation au Gouvernement du Québec, en vertu de l'article 128.7 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) et de l'article 22 de la Loi sur la Qualité de l'Environnement (L.R.Q., c. Q-2), pour permettre à la Ville de Lorraine de procéder à l'aménagement d'un quai et d'une aire de pique-nique en bordure de la rivière des Mille îles, près du garage municipal, sur le territoire de la Ville de Lorraine ;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées par le chef de service - environnement et le directeur général;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Martine Guilbault

APPUYÉ par la conseillère : Kathleen Otis

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule fasse partie des présentes comme si récépissé au long;

D'AUTORISER le chef de service - environnement, M. Louis Tremblay, à présenter, pour et au nom de la Ville de Lorraine, une demande d'autorisation et de certificat d'autorisation au Gouvernement du Québec, en vertu de l'article 128.7 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) et de l'article 22 de la Loi sur la Qualité de l'Environnement (L.R.Q., c. Q-2), pour permettre à la Ville de Lorraine de procéder à l'aménagement d'un quai et d'une aire de pique-nique en bordure de la rivière des Mille îles, près du garage municipal, sur le territoire de la Ville de Lorraine;

D'AUTORISER le chef de service - environnement, M. Louis Tremblay, à procéder à la signature, pour et au nom de la Ville de Lorraine, de tout document donnant effet à la présente résolution;

D'AUTORISER à cet égard, la trésorerie à émettre un chèque au montant de 569 \$ à l'ordre du Ministre des finances du Québec et à imputer cette somme à même les disponibilités budgétaires du poste numéro 02-610-00-411.

L'assistant-trésorière par intérim atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-57.

2016-08-164

AUTORISATION SIGNATURE – Demande d'autorisation (ministères) et de certificat – Travaux de stabilisation du ravin entre les places Charny et Valmont

ATTENDU QU'il y a lieu de soumettre une demande d'autorisation et de certificat d'autorisation au Gouvernement du Québec, en vertu de l'article 128.7 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) et de l'article 22 de la Loi sur la Qualité de l'Environnement (L.R.Q., c. Q-2), pour permettre à la Ville de Lorraine de procéder à des travaux de stabilisation du ravin entre les places Charny et Valmont, sur le territoire de la Ville de Lorraine;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées par le chef de service - environnement et le directeur général;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par le conseiller : Jean Gagnon
APPUYÉ par la conseillère : Kathleen Otis
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule fasse partie des présentes comme si récépissé au long;

D'AUTORISER l'entreprise Environnement XM Coop à présenter, pour et au nom de la Ville de Lorraine, une demande d'autorisation et de certificat d'autorisation au Gouvernement du Québec, en vertu de l'article 128.7 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) et de l'article 22 de la Loi sur la Qualité de l'Environnement (L.R.Q., c. Q-2), pour permettre à la Ville de Lorraine de procéder à des travaux de stabilisation du ravin entre les places Charny et Valmont, sur le territoire de la Ville de Lorraine;

D'AUTORISER l'entreprise Environnement XM Coop à procéder à la signature, pour et au nom de la Ville de Lorraine, de tout document donnant effet à la présente résolution;

D'AUTORISER à cet égard, la trésorerie à émettre un chèque au montant de 569 \$ à l'ordre du Ministre des finances du Québec et à imputer cette somme à même les disponibilités budgétaires du poste numéro 02-450-00-412.

L'assistant-trésorière par intérim atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-56.

2016-08-165

RÉDUCTION – Servitude – 22 chemin de Saverne

CONSIDÉRANT QUE le 2 août 2016, la ville recevait une demande d'annulation ou de réduction de la servitude créée et publiée et portant les numéros 329 983, 266 365 et 271 770 dans le cadre d'une vente d'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE cette demande fait suite à l'émission d'un certificat de localisation de l'arpenteur Jean Girard sous sa minute 16409, lequel démontre un empiètement de la piscine creusée de 0,30m dans la servitude en faveur de Ville de Lorraine;

CONSIDÉRANT QUE cette servitude a été créée au profit d'un réseau d'égout pluvial dans ce secteur, dont, une conduite de 30 pouces de diamètre;

CONSIDÉRANT l'implantation d'une piscine en 1974 sur ledit terrain et son empiètement dans la servitude ;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées par l'adjoint au directeur du Service du développement durable ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Kathleen Otis
APPUYÉ par le conseiller : Jean Gagnon
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule fasse partie des présentes ;

D'AUTORISER la réduction de la servitude mentionnée en titre, en faveur de la Ville de Lorraine, de 0,35m, côté nord, conformément au plan joint à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme si reproduit au long, le tout à la charge des demandeurs et sans aucun frais, de quelque nature que ce soit, pour la Ville de Lorraine ;

D'AUTORISER la mairesse ou le maire suppléant, ainsi que la greffière ou l'assistante greffière à procéder à la signature, pour et au nom de la ville, de tout document donnant effet à la présente résolution.

8.5 Direction des loisirs et de la culture

2016-08-166

SOUTIEN FINANCIER – Politique de reconnaissance et de soutien des organismes – Projet 2015-2016 du Club Lorr'Aîné – Acquisition d'une table de billard

CONSIDÉRANT la demande de soutien financier adressée à la Ville de Lorraine par le Club Lorr'Aîné pour leur projet d'acquisition et de transport d'une nouvelle table de billard;

CONSIDÉRANT la politique de reconnaissance et de soutien des organismes;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées par la directrice du Service des loisirs et de la culture et le directeur général;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Martine Guilbault

APPUYÉ par la conseillère : Kathleen Otis

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule fasse partie des présentes comme si réitéré au long;

QUE la Ville de Lorraine verse au Club Lorr'Aîné, un soutien financier au montant de 500 \$, montant correspondant à leur subvention annuelle pour 2015-2016;

D'AUTORISER la trésorerie à émettre ledit chèque au montant de 500 \$ et à imputer cette somme à même les disponibilités budgétaires du poste numéro 02-710-10-991.

L'assistant-trésorière par intérim atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-54.

2016-08-167

AUTORISATION DE SIGNATURE – Protocole d'entente entre le Club de patinage artistique de Lorraine et la Ville de Lorraine

CONSIDÉRANT que la Ville de Lorraine souhaite conclure une entente avec le Club de patinage artistique de Lorraine;

CONSIDÉRANT que le patinage artistique répond à un besoin réel de la communauté et que la Ville de Lorraine souhaite déléguer, de façon exclusive, l'organisation et le fonctionnement du patinage artistique au CPA sur notre territoire ;

CONSIDÉRANT que la Ville de Lorraine souhaite établir les paramètres de partenariat liant le CPA à la Ville de Lorraine;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées par la directrice du Service des loisirs et de la culture et le directeur général ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Martine Guilbault

APPUYÉ par la conseillère : Kathleen Otis

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule fasse partie des présentes;

D'ENTÉRINER les recommandations mentionnées plus avant au préambule;

D'AUTORISER la mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistante greffière à procéder à la signature, pour et au nom de la ville du projet de protocole d'entente entre la Ville de Lorraine et le Club de patinage artistique de Lorraine pour l'année 2016-2017 et 2017-2018 avec possibilité de renouvellement par reconduction annuellement ;

D'AUTORISER la trésorerie à payer des heures de glace en lien avec le protocole pour un montant maximum de 80 600 \$ plus les taxes applicables soit un montant total de 92 669,85 \$ pour la saison 2016-2017 selon un taux horaire de location du Club de golf et centre sportif de Lorraine au montant de 200 \$/h plus taxes applicable dès le début de la saison 2016-2017, telle que définie à l'entente et à imputer ces sommes à même les disponibilités budgétaires du poste numéro 02-710-10-517.

L'assistant-trésorière par intérim atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-60.

8.6 Direction des services juridiques et greffe

2016-08-168 MANDAT – Tandem – Représentation – Mise en demeure contre M. Ramez Ayoub

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Kathleen Otis
APPUYÉ par le conseiller : Jean Gagnon
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

D'ACCEPTER d'assumer les frais de défense et de représentation de Monsieur Ramez Ayoub contre toutes pertes financières, concernant des événements qui lui sont reprochés alors qu'il siégeait comme membre du conseil municipal, par le procureur de Monsieur Sylvain Fortin, ancien candidat à l'élection municipale général de 2013 et ce, à la condition préalable que Monsieur Ayoub signe une entente s'engageant à rembourser à la Ville de Lorraine, la totalité des frais engagés et/ou versées ou qui seront engagés dans le cadre de cette action, selon le cas, si le tribunal déclare éventuellement que les faits consistaient à une faute lourde, intentionnelle ou séparable de l'exercice des fonctions qu'exerçait Monsieur Ayoub à titre de membre du conseil municipal à l'époque des éléments reprochés ou que sa conduite était non conforme à la loi ;

DE NOMMER ET MANDATER Me Michel Beausoleil, avocat de la firme TANDEM, à titre de procureur de M. Ramez Ayoub dans le dossier de mise en demeure de M. Sylvain Fortin pour atteinte à l'honneur et à la réputation ;

D'AUTORISER la trésorerie à payer les frais du présent mandat et à imputer cette somme à même les disponibilités budgétaires du poste numéro 02-199-00-412.

La trésorière atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-62.

9. RÉOLUTIONS DIVERSES ET D'APPUI

10. AFFAIRES NOUVELLES (VARIA)

11. PÉRIODE DE QUESTIONS

Les membres du conseil répondent aux questions du public.

12. LEVÉE DE LA SÉANCE

2016-08-169 *L'ordre du jour étant épuisé,*

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Kathleen Otis
APPUYÉ par la conseillère : Martine Guilbault
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE la séance soit levée.

Il est 19h23.

LYNN DIONNE, MAIRESSE

SYLVIE TRAHAN, GREFFIÈRE